



Lundi 29 avril 2024

Contre le capitalisme qui massacre à Gaza et exploite en France : tous dans la rue mercredi 1er mai... et après !

Cette semaine, travailleurs et travailleuses vont défiler pour mettre en avant leurs revendications contre l'exploitation capitaliste et tout ce qu'elle engendre. Il faut dire que, cette année encore, le capitalisme montre qu'il ne porte en lui que catastrophes et misère pour la majorité de la population : entre les guerres et les massacres aux quatre coins du monde, les catastrophes écologiques, les oppressions racistes, sexistes... Oui, il est urgent d'en finir avec ce système !

Pas un jour sans une nouvelle attaque...

En France, le gouvernement aux ordres des capitalistes annonce une nouvelle attaque presque chaque jour. Après les 20 milliards d'euros de coupes budgétaires dans les services publics, qui pèseront avant tout sur les plus pauvres, après une nouvelle réforme de l'assurance chômage pour réduire encore la durée d'indemnisation des travailleurs privés d'emploi, après le « choc des savoirs » pour l'instauration de « groupes de niveau », c'est-à-dire un tri social des élèves dès le collège, c'est maintenant au tour des locataires de HLM. Selon le gouvernement, 8 % des foyers résidant en HLM sont « trop riches ».

Tiens donc ! Et il n'est pas trop riche, Carlos Tavares, qui gagne 100 000 euros par jour, PDG de Stellantis, entreprise qui réalise 18 milliards de bénéfices ? Et tous les capitalistes et autres rentiers de ce pays ?

Les travailleurs et la jeunesse ne restent pas sans réagir !

Heureusement, les luttes aussi se multiplient. Dans l'éducation, profs et parents continuent de se mobiliser contre le tri social, avec des grèves, « établissements déserts », occupations d'école... La semaine dernière, les salariés de Keolis Argenteuil-Boucles de Seine ont débrayé pour réclamer 4 % d'augmentation de salaire. Et pendant que les annonces de licenciements se multiplient dans la chimie (à ExxonMobil ou à Sanofi), dans l'automobile, ce sont les ouvriers de MA France Aulnay, sous-traitant de Stellantis, qui font grève contre la menace de fermeture de leur usine et mettent trois usines Stellantis à l'arrêt.

Dans les universités, la jeunesse se mobilise contre le soutien de Macron et de son gouvernement à l'État d'Israël qui massacre les Palestiniens. Le 24 avril, les étudiants de Science-Po à Paris ont décidé d'occuper les locaux universitaires pour réclamer un cessez-le-feu immédiat à Gaza, comme le font actuellement des milliers d'étudiants et d'étudiantes aux États-Unis : ils ont raison ! Car le massacre de Gaza est une guerre sociale : si toutes les grandes puissances soutiennent Netanyahu, c'est pour que l'ordre règne contre les pauvres, elles qui sous-traitent à des dictateurs la rafle et l'emprisonnement des migrants.

Face à la répression d'État : intensifier la mobilisation !

Et c'est bien pour cela que l'exécutif s'inquiète et qu'Attal et consorts sortent l'arsenal répressif. Après la condamnation à un an de prison avec sursis du secrétaire général de la CGT du Nord pour « apologie du terrorisme », parce qu'il a osé soutenir la lutte du peuple palestinien, c'est Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale et Rima Hassan, candidate aux Européennes, qui sont convoquées au commissariat.

Le gouvernement s'inquiète que ces mobilisations fassent tache d'huile et convergent. Le meilleur moyen de lutter contre la répression, c'est de changer, par nos mobilisations et nos luttes, le rapport de force contre les capitalistes et les gouvernements à leurs ordres.

Car nos intérêts sont communs dans le monde, des Palestiniens aux travailleurs français, nos luttes aussi : c'est aussi ça le sens du 1^{er} mai ! Et tous les travailleurs et travailleuses pourront le dire haut et fort en votant pour la liste présentée par le NPA-Révolutionnaires aux Européennes, menée par Selma Labib et Gaël Quirante !

Contrôle à l'entrée

La direction est si inquiète de voir du monde pénétrer sur le site qu'elle a fait barricader l'entrée principale.

Pourtant le problème de Lardy, ce n'est pas tellement ceux qui rentrent, mais plutôt les centaines de salariés qui ont quitté le site ces dernières années.

Non à l'expulsion des syndicats !

La direction prend le prétexte du démantèlement et du passage à Ampère pour virer les syndicats de leurs locaux. Les syndicats « représentatifs » devront rentrer de force dans les anciens bureaux du CSE, beaucoup plus petits.

Peut-être qu'à force de palabrer avec des élus du personnel qui répètent sa propagande, la direction a prévu de les héberger directement dans ses bureaux. Tant mieux pour eux.

Mais les salariés qui veulent se défendre auront besoin d'une salle syndicale de plus de 12m² pour s'organiser ensemble contre les mauvais coups et les manœuvres patronales. Alors pas touche aux locaux syndicaux !

Pour quelques mètres carrés de plus...

La direction prétend qu'elle a besoin des locaux pour implanter de nouvelles activités. En voilà une bonne nouvelle, il était temps !

Mais prétendre qu'il faut dégager les syndicats car il n'y a pas assez de place sur le site, c'est une vaste blague. Le véritable objectif de la direction ce n'est pas un projet immobilier, c'est d'entraver l'action de ceux qui défendent les droits des salariés.

Tesla cale

Après avoir approché les 1000 milliards de valorisation boursière il y a 2 ans sur fond de bulle financière liée à l'essor de la voiture électrique, l'entreprise leader du secteur commence à dévisser et prévoit 10% de réduction des effectifs, soit 15 000 suppressions de postes.

La faute aux folies trumpistes de son patron d'extrême droite Elon Musk qui nuit à l'image de Tesla et à une baisse des ventes à cause de la concurrence qui progresse, notamment en Chine. A tel point que Tesla a (un peu) baissé le prix de ses modèles. Pas de quoi impacter la rémunération d'Elon Musk qui devait toucher 56 milliards de dollars entre 2018 et 2022.

De quoi sauvegarder tous les emplois... ou pas.

Grève à MA France pour 1 jour de paie de Tavares

A Aulnay-sous-Bois (93), le sous-traitant automobile MA France (ex-Magnetto) est en grève depuis 12 jours, contre la fermeture du site. Les 280 CDI et 120 intérimaires qui se retrouvent au carreau revendiquent une prime supra-légales de 100000 € ou une journée de travail de Carlos Tavares... 80 % de la production alimente les usines Stellantis, et la grève de MA France montre la force de la classe ouvrière : trois sites Stellantis sont à l'arrêt, manque de pièces - à Poissy et Sevelnord en France, et à Luton au Royaume-Uni.

Fausse annonce de reprise des sites PSA, primes individuelles, pression et intimidation : la réaction de la direction montre qu'elle a la frousse, mais les grévistes tiennent bon ! Et ils pourraient donner des idées à bien d'autres, salariés des sous-traitants comme des donneurs d'ordres...

Anti-terrorisme... verbal ?

Après le secrétaire général de l'UD CGT du Nord et de la franco-palestinienne Rima Hassan, c'est au tour de Mathilde Panot présidente des députés Insoumis, d'être convoquée le 2 mai par la police pour « apologie du terrorisme », à la suite d'un communiqué publié après l'attaque menée par le Hamas contre Israël.

Depuis des mois, police et justice s'en prennent, main dans la main, aux militants politiques, syndicaux ou associatifs qui affirment leur solidarité avec le peuple palestinien et condamnent la politique génocidaire d'Israël. Ce qui ne nous empêchera pas de continuer de le faire, et d'être solidaires de celles et ceux touchés par la répression.

Non, s'opposer à la politique criminelle d'Israël, ce n'est pas être antisémite.

Contre l'occupation de Gaza, les facs occupées

Le mouvement de contestation des massacres israéliens à Gaza se développe sur les campus américains et arrive en France. La semaine dernière à Sciences Po, hier à la Sorbonne, les étudiants sont de plus en plus nombreux à occuper leurs établissements.

Ils dénoncent le génocide en cours, mais aussi la complicité des gouvernements français ou américains qui laissent Netanyahu mener sa guerre au peuple palestinien car Israël défend leurs intérêts dans la région.

Malgré la répression policière et les menaces du gouvernement qui aimerait que tout le monde se taise, les jeunes ont bien raison de se mobiliser et de mettre la pression sur les dirigeants hypocrites et complices.

